

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 20/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAINT MAMET SAS

556 chemin du Mas de Cheylon
CS72097
30904 Nîmes

Références : 2023-02-170
Code AIOT : 0006600802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement SAINT MAMET SAS implanté 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 02/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée spécifiquement sur les installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac.

L'inspection a donc pour but de vérifier la conformité des installations classables au titre de la rubrique 4735 aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n°4735. L'inspection a porté sur les principales dispositions relatives à la sécurité des installations (quantité présente, détection, dispositifs de sécurité, etc.).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT MAMET SAS
- 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600802
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société Saint-Mamet est spécialisée dans la production de fruits au sirop, de compotes, de desserts de fruits et de confitures. Le pic d'activité est saisonnier, de mi-juillet à mi-novembre, correspondant à la période de réception des fruits frais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des principales dispositions de prévention des risques technologiques applicables aux installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
3	Détection gaz	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Capacités d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Plan des locaux à risques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la réception de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 4	/	Sans objet
2	Prescriptions spécifique aux installations de réfrigération	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.1.2	/	Sans objet
5	Tuyauteries d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.9	/	Sans objet
7	Signalisation des vannes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de s'assurer du respect des dispositions relatives à la prévention des risques technologiques de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées au régime de la déclaration au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature ICPE.

Il ressort des constats réalisés que les installations sont exploitées conformément aux dispositions contrôlées, excepté sur les points suivants :

- des consignes d'exploitation doivent être réalisées,
- le tarage des soupapes dans la salle des machines du FRIGO 1 doit être ajusté pour être en dessous de la pression maximale admissible (réglage à 20 bar pour une pression maximale admissible de 19.8 bar),
- le détecteur gaz de la salle des machines 1 doit faire l'objet d'un remplacement, conformément aux préconisations du contrôleur,
- un plan des locaux à risques doit être mis en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 4735-1-b : régime déclaration – quantité total susceptible d’être présente dans les installations : 640 kg
Constats : Le site dispose de deux installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac nommés FRIGO 1 (installation datant de 1979) et FRIGO 2 (installations datant de 2011). L'exploitant a présenté les procès-verbal de chargement des installations: - FRIGO 1 : 350 kg chargé en juillet 2010, - FRIGO 2 : 290 kg chargé juillet 2012.
La quantité d'ammoniac présente dans les installations est donc bien de 640 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions spécifique aux installations de réfrigération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée de façon à ce que les murs extérieurs de la salle des machines (telle que définie au point 2.4.2 de la présente annexe) soient situés à une distance : - d’au moins 10 mètres des limites « du site » lorsque les trois conditions suivantes sont respectées : - tous les équipements de production du froid, dont le condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l’intérieur des bâtiments, ou, lorsque c’est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ; - chaque capacité accumulatrice à haute pression du circuit contient une masse d’ammoniac limitée à 50 kilogrammes ; - la hauteur du point de rejet de l’extraction mécanique d’urgence de la salle des machines est au minimum égale à 7 mètres (à partir du sol) ; - d’au moins 15 mètres des limites « du site » lorsque les quatre conditions suivantes sont respectées : - les équipements de production du froid, à l’exception du condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l’intérieur des bâtiments, ou, lorsque c’est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ; - chaque capacité accumulatrice à haute pression du circuit contient une masse d’ammoniac limitée à 50 kilogrammes ;

- les tuyauteries en entrée et en sortie du condenseur sont protégées par un capotage, équipé d'une détection conformément aux prescriptions spécifiques aux installations de réfrigération du point 4.3.1 de la présente annexe.

Le volume délimité par le capotage communique avec la salle des machines par une ouverture. La surface libre de cette ouverture est au moins égale à 20 % de l'aire délimitée par l'emprise du capotage sur la salle des machines ;

- la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence est au minimum égale à 10 mètres (à partir du sol) ;

- d'au moins 50 mètres « des limites du site » dans les autres cas.

En outre, tout autre élément de l'installation contenant de l'ammoniac est situé à une distance minimale de 10 mètres des limites « du site ».

Constats : L'inspection a permis de constater que les deux installations (FRIGO 1 et FRIGO 2) exploitées sur le site sont implantées à des distances supérieures à 50 mètres des limites de propriété.

L'exploitant a également précisé que l'ammoniac est présent exclusivement dans les équipements des deux salles des machines ainsi qu'au sein de chaque tour aéroréfrigérante implantée à proximité de chaque salle des machines. En effet, l'ammoniac chauffe, au sein des deux salles des machines, de l'eau glycolée qui elle circule dans les bâtiments dédiés au murissement des fruits.

Les tours aéroréfrigérantes contenant de l'ammoniac sont situées à proximité des salles des machines et donc bien à plus de 10 mètres des limites de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.

Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;

- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Constats : L'installation FRIGO 1 dispose d'un détecteur gaz positionné au dessus des équipements contenant de l'ammoniac. Ce détecteur fait l'objet d'une vérification semestrielle. Le dernier

rapport de vérification en date du 12 juillet 2022 a été présenté. Ce rapport fait état de l'étalonnage, du contrôle de fonctionnement, de la vérification des asservissements et de la configuration de ce détecteur. Le rapport mentionne une préconisation : faible réaction du capteur, prévoir remplacement.

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les mesures correctives nécessaires suite à cette recommandation. Compte tenu de la présence d'un unique détecteur dans cette salle des machines, les actions correctives doivent être menées au plus tôt. L'exploitant a transmis par courriel du 20 février 2023 le bon commande pour le remplacement de ce détecteur. L'exploitant justifiera dans un délai maximal d'un mois du remplacement de ce dispositif.

Le détecteur présent dans la salle des machines dispose des seuils d'alerte suivants : 1er seuil : 60 ppm - 2eme seuil : 80 ppm - 3eme seuil : 100 ppm. La configuration de ces seuils a bien été observée sur la centrale de détection. L'exploitant précise que le dépassement du premier seuil déclenche la mise en route de l'extraction automatique, d'un voyant lumineux sur l'armoire extérieure de la salle des machines et d'une alarme sonore audible à l'extérieur des installations. Le dépassement du second seuil coupe l'alimentation générale de la salle des machines. Cependant le voyant lumineux et l'alarme sonore fonctionnent toujours.

Cette installation n'étant pas en fonctionnement le jour de l'inspection, aucun test d'arrêt d'urgence n'a pu être réalisé.

L'installation FRIGO 2 dispose de deux détecteurs gaz situés de part et d'autre à l'intérieur du container abritant la salle des machines. Ces détecteurs font l'objet d'une vérification semestrielle. Le dernier rapport de vérification de ces détecteurs gaz réalisé par la société LEMS le 10 octobre 2022 a été présenté. Ce rapport précise les vérifications réalisées (fonctionnement, asservissement). Les détecteurs présents dans la salle des machines disposent des seuils d'alerte suivants : 1er seuil : 1000 ppm - 2eme seuil : 2000 ppm. La configuration de ces seuils a bien été observée sur la centrale de détection. L'exploitant précise que le dépassement du premier seuil déclenche la mise en route de l'extraction automatique, d'un voyant lumineux sur l'armoire extérieure de la salle des machines et d'une alarme sonore audible à l'extérieur des installations. Le dépassement du second seuil coupe l'alimentation générale de la salle des machines. Cependant le voyant lumineux et l'alarme sonore fonctionnent toujours.

Les installations alimentant les ateliers de murisseries lors de l'inspection, aucun test d'arrêt d'urgence n'a pu être réalisé.

L'inspection note cependant que le fonctionnement des boutons d'arrêt d'urgence manuels n'est pas contrôlé périodiquement. L'exploitant a indiqué en réponse à ce constat qu'un essai périodique sera réalisé.

L'inspection a ainsi pu constater la présence de détecteurs dans les salles des machines, présentant des seuils d'alerte conformes, et même plus restrictifs que la prescription contrôlée. L'implantation des détecteurs semble approprié aux installations. L'exploitant a indiqué qu'à l'occasion du changement de prestataire pour la vérification de la détection dans la salle des machines 1, l'ajout d'un second détecteur serait étudié.

Il est donc attendu que l'exploitant remplace le capteur NH3 défaillant de la salle des machines 1 dans un délai maximal d'1 mois et qu'il transmette à l'inspection que les consignes de vérification périodique du bon fonctionnement des boutons de coupure d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Capacités d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités accumultrices (« récipients » basse pression, moyenne pression, haute pression) possèdent un indicateur de niveau de liquide.</p> <p>Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries peuvent être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles, ouvertes en fonctionnement normal (à l'exception des vannes isolant des capacités usuellement inutilisées), facilement accessibles en toutes circonstances ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés. À tout moment, la position des vannes est connue.</p> <p>Chaque capacité accumultrice est équipée en permanence de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, reliés par un dispositif/robinet inverseur et ayant une pression de tarage au plus égale à la pression maximale admissible. Ces dispositifs sont conçus de manière que la pression ne dépasse pas de façon permanente la pression maximale admissible. Une surpression de courte durée est cependant admise et est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>Les échappements des dispositifs limiteurs de pression peuvent être captés et reliés, sans possibilités d'obstruction accidentelle ou de limitation de débit, à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.</p> <p>Les dispositifs limiteurs de pression font l'objet d'un examen visuel tous les quarante mois au maximum. Une vérification approfondie est réalisée tous les cinq ans au maximum et comporte la réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en oeuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des dispositifs limiteurs de pression ou d'un essai de manoeuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction de sécurité ainsi que la vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver leur fonctionnement. Le certificat de tarage des dispositifs limiteurs de pression, les comptes rendus des examens visuels et des vérifications approfondies sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats : Chaque installation de production de froid (FRIGO 1 et FRIGO 2) possède un récipient d'ammoniac présentant un dispositif d'indication de niveau.</p> <p>Les différents organes de l'installation de production de froid sont séparés par des vannes actionnables manuellement, facilement identifiables.</p> <p>L'inspection a pu observer lors de la visite des installations la présence de soupapes sur les réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FRIGO 1 : 4 soupapes : 2 soupapes tarées à 12 bar et 2 soupapes tarées à 20 bar. La pression maximale admissible de l'installation est de 19.8 bar. L'inspection constate donc que deux soupapes sont tarées à une pression trop haute au regard de la pression maximale admissible. L'exploitant transmettra les justificatifs de tarage des soupapes dans un délai maximal d'un mois. - FRIGO 2 : 3 soupapes : 2 soupapes tarées à 18 bar et une soupape tarée à 16 bar. La pression maximale admissible est de 19,8 bar. <p>L'exploitant précise que le prestataire CLAUGER réalise une visite mensuelle de vérification du bon fonctionnement des deux installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac. Les derniers rapports présentés ne mentionnent pas d'anomalie sur les soupapes. L'inspection a pu consulter le contrat de prestation passé avec la société CLAUGER qui précise bien le contrôle des soupapes.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté le rapport établi par la société CLAUGER le 7 janvier 2022 de vérification approfondie des deux installations de production de froid.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Tuyauteries d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion. Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.). Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur ou, à défaut, aux normes existantes. L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries. Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats : Le bon état des tuyauteries est réalisé mensuellement par le prestataire CLAUGER. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de janvier 2023 qui ne fait pas ressortir d'observation. L'ensemble des tuyauteries contenant de l'ammoniac sont disposées dans une enceinte clôturée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - le maintien, dans le local, de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits. « - la procédure adaptée aux opérations de maintenance ponctuelles nécessitant une vidange du circuit. Elle intègre un contrôle continu par pesée du récipient utilisé pour la récupération d'ammoniac. »</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les consignes générales établies par le fabricant pour l'exploitation des groupes froid fonctionnant à l'ammoniac. De plus, ont été présentées les consignes de la conduite à tenir en cas d'incident sur les installations. Ces consignes sont affichées à l'entrée de chaque salle des machines. L'exploitant n'a cependant pas mis en place de consigne d'exploitation que ce soit en fonctionnement normal, pour la maintenance ou la réalisation de travaux ainsi que pour la surveillance de ses installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac. A noter que l'exploitant sous-traite à la société CLAUGER l'ensemble des opérations de maintenance et d'entretien réalisées sur ces installations, et notamment les opérations de manipulations des matières dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Signalisation des vannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation est conforme à la norme NF X 08-100 de 1986 ou à une codification reconnue. Les vannes portent de manière indélébile le sens de leur fermeture.
Constats : Les vannes et tuyauteries observées pendant la visite des installations sont facilement accessibles. Le sens de circulation des fluides est indiqué sur les tuyauteries et le sens de fermeture des vannes est inscrit de manière indélébile sur les vannes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan des locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment : - [...] <ul style="list-style-type: none"> - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - [...]
Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan des locaux permettant d'identifier rapidement les risques présentés par les installations en cas de sinistre et notamment de signaler la présence d'installation fonctionnant à l'ammoniac au niveau des salles des machines des installations de production de froid.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois